

**ARRÊTÉ N° A – 2010 – 01 DU CONSEIL GÉNÉRAL
DU 2 FÉVRIER 2010**

relatif au personnel contractuel

Version consolidée au 1^{er} novembre 2022

LE CONSEIL GÉNÉRAL DE LA BANQUE DE FRANCE,

Vu l'article L. 142-2 du code monétaire et financier,

Vu l'article 113 du Statut du personnel,

Après en avoir délibéré dans sa séance du 2 février 2010,

ARRÊTE

Article 1^{er} : *[article supprimé par l'A-2022-05 du 12 juillet 2022]*

Article 2 : *[article supprimé par l'A-2022-05 du 12 juillet 2022]*

Article 3 : *[article modifié par l'A-2022-05 du 12 juillet 2022]* Le présent arrêté s'applique aux agents contractuels, sous réserve d'autres dispositions statutaires ou réglementaires spécifiques.

Article 4 : *[article modifié par l'A-2022-05 du 12 juillet 2022]* À l'exception des cadres supérieurs, les cadres visés par le présent arrêté sont positionnés sur une grille de rémunération comportant trois niveaux, chaque niveau étant divisé en étapes professionnelles comportant chacune quatre positions indiciaires.

Le rattachement sur les différents niveaux résulte des qualifications requises et des responsabilités exercées.

Les agents non cadres visés par le présent arrêté sont répartis en 3 catégories (ouvriers, employés de bureau et autres employés) et sont positionnés sur la grille correspondant à leur catégorie. Chacune des 3 grilles comporte un niveau maîtrise et plusieurs positions indiciaires.

Le rattachement sur les différentes positions indiciaires de ces trois grilles résulte des qualifications requises et des responsabilités exercées.

Article 5 : *[article modifié par l'A-2022-05 du 12 juillet 2022]* Pour les cadres (hors cadres supérieurs), le changement de niveau résulte des responsabilités exercées, des compétences mises en œuvre et de l'appréciation des contributions apportées ; au sein de chaque niveau, le changement de position indiciaire résulte de l'appréciation des contributions et des résultats dans les conditions définies par un règlement du gouverneur.

Pour les agents non cadres, le changement de position indiciaire résulte de l'appréciation des contributions et des résultats, dans les conditions définies par un règlement du gouverneur.

Article 6 : *[Premier alinéa de l'article modifié par l'arrêté n° A-2017-06 du 2 mai 2017 puis article modifié par l'A-2022-05 du 12 juillet 2022]* Les cadres supérieurs relevant du présent arrêté sont répartis sur une classification à quatre niveaux comportant quatre positions indiciaires pour les trois premiers niveaux et une position indiciaire unique pour le dernier niveau.

Le rattachement de ces personnels aux différents niveaux résulte des qualifications requises et des responsabilités exercées.

Article 7 : *[article modifié par l'A-2022-05 du 12 juillet 2022]* Pour les cadres supérieurs, le changement de niveau résulte des responsabilités exercées, du degré d'expertise et de l'appréciation des contributions apportées.

Le changement de position indiciaire résulte de l'appréciation des contributions et des résultats dans les conditions définies par un règlement du gouverneur.

Article 8 : Le préavis à respecter en cas de démission est fixé ainsi :

- pour les agents ayant moins de 2 ans d'ancienneté, à 1 mois pour les agents non cadres, 2 mois pour les cadres ;
- pour les agents ayant 2 ans ou plus d'ancienneté, à 2 mois pour les agents non cadres, 3 mois pour les cadres.

Article 9 : Les accords d'entreprise de la Banque de France applicables aux agents du cadre latéral sont applicables aux agents contractuels relevant du présent arrêté.

Article 10 : *[article modifié par l'A-2022-05 du 12 juillet 2022]* Les agents contractuels relevant du présent arrêté sont affiliés :

- à l'IRCANTEC s'ils ont été recrutés avant le 1^{er} janvier 2017,
- à l'ARGIRC ARRCO s'ils ont été recrutés à partir du 1^{er} janvier 2017.

Ils bénéficient d'un complément de pension s'ils remplissent les conditions fixées par un règlement du gouverneur.

Article 11 : *[article modifié par l'A-2022-05 du 12 juillet 2022]* Les modalités d'application du présent arrêté, en particulier la grille de rémunération fixant les indices correspondant à chaque grille, sont fixées par des règlements du gouverneur.

Article 12 : Les agents du cadre latéral soumis aux dispositions de l'article 113 du statut du personnel dans sa rédaction antérieure au présent arrêté relèvent du régime défini par le présent arrêté et des textes réglementaires pris pour son application.

Pour les cadres, le raccordement à la nouvelle grille indiciaire s'effectue sur la base de l'indice de traitement auquel ils sont rattachés à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté.

Pour les agents non cadres, le raccordement s'effectue sur la base de la fonction exercée et de l'indice de traitement auquel ils sont rattachés à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté.

Le raccordement s'effectue sur l'indice de rémunération égal ou, à défaut, immédiatement supérieur. Dans le cas où le rattachement indiciaire n'assure pas le maintien de la rémunération permanente, une indemnité compensatrice est versée.

Article 13 : Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} mars 2010, sous réserve de l'approbation du ministre de l'économie, de l'industrie et de l'emploi.

Article 14 : Le présent arrêté sera publié dans le registre de publication officiel de la Banque de France.

Fait à Paris, le 2 février 2010

Pour le Conseil général :

Le Gouverneur de la Banque de France, Président

Christian NOYER